

**PRIMATURE
CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi**

Troisième réunion de suivi de la Conférence des donateurs

« Ensemble pour le renouveau du Mali »

**Discours d'ouverture de Monsieur Moussa Mara, Premier Ministre, Chef
du Gouvernement**

Bamako, le 15 mai 2014

Messieurs les Présidents des Institutions de la République

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Monsieur le Commissaire au Développement de l'Union Européenne,

Madame la Ministre française du Développement et de la Francophonie

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de Missions des Organisations Internationales,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions et Agences de coopération au développement,

Distingués Invités, en vos rangs et qualités,

Mesdames et Messieurs.

C'est un réel plaisir et un grand privilège que de vous accueillir à Bamako, ce jour 15 mai 2014, un an jour pour jour après la Conférence des donateurs « Ensemble pour le renouveau du Mali », à l'occasion de la 3^{ème} réunion de suivi des engagements souscrits à Bruxelles.

Il me plaît au nom du Président de la République, du Gouvernement, de l'ensemble du Peuple malien et en mon nom propre, de vous adresser nos vifs et chaleureux remerciements pour la participation dont vous nous faites l'honneur à cette réunion en laquelle le Mali place beaucoup d'espoir.

C'est l'occasion pour moi de renouveler ma profonde gratitude à la Communauté internationale pour l'élan de solidarité agissante dont elle a fait montre à l'endroit de notre pays durant la période de crise multiforme qu'il a traversée.

Mesdames et Messieurs,

Je le disais tantôt, une année entière s'est écoulée depuis le 15 mai 2013 à Bruxelles. Le moment est donc opportun pour faire un bilan des engagements pris lors de cette conférence.

A Bruxelles, le Mali et ses partenaires se sont engagés ensemble pour le renouveau du Mali. En réaction aux attentes exprimées par le Gouvernement, et parfois au-delà de nos espérances, la communauté internationale, dans un élan de solidarité, sans pareil pour le Mali, s'est engagé à accompagner le Mali dans la mise en œuvre des politiques et programmes définis par le Gouvernement dans le Plan pour la Relance Durable du Mali (PRED)

Le renouveau du Mali, en faveur duquel nous nous sommes tous engagés, et auquel nous attachons une importance toute particulière, passe par une analyse objective et sans complaisance des causes profondes de la crise, afin d'en tirer les enseignements et mettre en œuvre des politiques permettant d'assurer un développement équitable et durable.

Le Mali s'est engagé à cela et le document Plan de Relance Durable du Mali pour la période 2013-2014 en est l'illustration. C'est sur la base de ce document que les partenaires du Mali ont décidé d'accompagner ces efforts par des promesses d'aide d'un montant de 3,285 milliards d'euros soit 2155 milliards de francs CFA.

Mesdames et Messieurs,

La rencontre d'aujourd'hui se tient à un moment où la crise institutionnelle est derrière nous. En effet un Président de la République a été élu avec un taux de participation jamais égalé. L'Assemblée Nationale est mise en place et exerce son mandat dans la plus grande plénitude de ses prérogatives. Elle se trouve présentement en session et entame aujourd'hui même l'examen du projet de loi portant prévention et répression de l'enrichissement illicite.

Le Gouvernement que j'ai l'honneur de diriger sous la haute Autorité du Président de la République Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Kéita vient d'obtenir l'onction du Parlement qui a adopté à une large majorité ma Déclaration de Politique générale. L'horizon est donc dégagé et les perspectives bien identifiées quant à l'action de refondation de notre Nation.

Mesdames et Messieurs

La sécurité reste un défi majeur mais les récentes évolutions attestent si besoin en était de notre ferme volonté à le relever.

En effet la réconciliation nationale, l'instauration de la paix et de la sécurité sur l'ensemble de notre territoire, telles sont nos priorités immédiates. C'est ainsi que le Président de la République vient de nommer un Haut Représentant auprès de lui, en la personne de l'ancien Premier Ministre Monsieur Modibo Kéita en lui confiant la charge du dialogue inter-malien, devant conduire à l'instauration d'une paix définitive dans le Nord de notre pays.

C'est dire donc que nous restons attachés à l'Accord préliminaire de Ouagadougou, particulièrement dans ses dispositions pertinentes relatives au dialogue inclusif. De fait, ce dialogue inclusif a déjà commencé, avec la tenue des états généraux de la Décentralisation, des Assises nationales sur le Nord, ainsi que des foras régionaux et locaux des forces vives.

Cependant, nous avons pris toute la mesure de la dimension régionale de la crise et c'est la raison pour laquelle nous continuerons de solliciter la contribution de pays voisins et amis, soucieux comme nous de la paix et de la sécurité dans notre espace commun. Nous savons pouvoir compter sur leur aide pour faciliter le dialogue avec ceux de nos compatriotes qui ont pris des armes pour exprimer des revendications.

Par ailleurs, l'Assemblée Nationale vient d'adopter la loi portant création de la Commission Vérité Justice et Réconciliation, dont les membres seront incessamment désignés. Cette Commission qui aura comme principes de travail le droit à la vérité, le droit à la justice, le droit à la réparation, la fin de l'impunité et la garantie de non récurrence, devra travailler dans la durée afin de panser les plaies, apaiser les cœurs et les esprits et en définitive créer les conditions d'un meilleur vivre ensemble.

Concomitamment, le Gouvernement s'emploie au retour des déplacés et réfugiés dans leurs localités d'origine par la mise en place des conditions d'accueil permettant leur réinsertion socioéconomique. A la date d'aujourd'hui, le retour de l'administration et des services sociaux de base est effectif dans les Chefs-lieux de région et de cercles et dans quelques arrondissements. Les administrations régionales et locales sont toutes en place. Dans la région de Tombouctou, 83 des écoles fonctionnent et près de 90 des enseignants sont présents. A Gao les chiffres sont de 71 pour les écoles et 79 pour les enseignants. La situation n'est hélas pas brillante pour ce qui concerne Kidal où seules 4 écoles sur 62

fonctionnent et seulement 25 enseignants sur 310 sont à leur poste. Dans le domaine de la santé l'on observe les mêmes disparités. Vous comprenez aisément que le redéploiement complet de l'administration et des services sociaux de base est conditionné à l'instauration de la sécurité sur toute l'étendue du territoire et nous y travaillons.

C'est le lieu de saluer le travail remarquable que l'opération Serval, la MINUS MA et la Mission de Formation de l'Union Européenne «EUTM» apportent à la sécurisation du territoire et au renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité du Mali.

Cependant, des défis demeurent, avec notamment les tentatives de reconstitution des groupes terroristes et de narcotrafiquants dans la région du Sahel et les attaques à main armées courantes dans certaines contrées et sur des routes non encore sécurisées.

Le Gouvernement a entrepris de restaurer les infrastructures gravement endommagées par les terroristes qui ont occupé le nord de notre pays. Ces travaux ont été l'occasion d'une véritable relance des économies locales par l'utilisation des entreprises et de la main-d'œuvre locales.

Le Gouvernement se félicite de l'accompagnement dont il a bénéficié de la part de certains partenaires dans la mise en œuvre du programme de développement accéléré des régions du Nord.

Mesdames et Messieurs,

A Bruxelles, le Mali a pris des engagements de réforme en profondeur de la gouvernance publique afin de conjurer à jamais les causes profondes de la plus grave crise qu'il ait connue. Aujourd'hui je suis en mesure de vous dire que des étapes majeures ont été franchies pour la mise en œuvre de ces engagements.

En effet, en vue de concrétiser le projet de société du Président de la République, le Gouvernement a élaboré un Plan d'Action pour la période 2013-2018 avec pour axes majeurs, la réhabilitation des institutions afin de les rendre fortes et crédibles, la restauration de la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national, la mise en œuvre d'une politique active de réconciliation nationale, la reconstruction de l'école, la reconstruction de l'économie et la mise en œuvre d'une politique active de développement social.

Le Plan d'action du Gouvernement fonde l'action publique sur une éthique de la responsabilité exigeant un comportement exemplaire pour tout détenteur de charge publique, une exigence de qualité dans les prestations de service public garantissant l'accessibilité au plus grand nombre, la participation de tous les citoyens à travers le renforcement des institutions démocratiques et de la société civile, la promotion de l'égalité des chances et le développement équilibré de toutes les parties du territoire.

Dans ma Déclaration de Politique Générale, j'ai explicité davantage ce que nous entendons par la mise en place des institutions fortes et crédibles. Il n'est un secret pour personne que les institutions ne valent que par la perception qu'en ont les citoyens. Leur légitimité est fonction du degré d'attachement et de soutien que leur accordent les populations.

Nous voulons rétablir cette confiance, en menant une lutte sans merci contre la corruption, en mettant en place une plateforme d'accès du public à toutes les informations sur la gestion des affaires publiques, en facilitant aussi les relations entre l'administration et les usagers, en permettant

aux citoyens de réagir et d'alerter en cas de nécessité, en un mot en permettant l'exercice du contrôle citoyen.

Parmi les objectifs de renforcement des institutions figurent aussi en bonne la réhabilitation de l'institution judiciaire, l'approfondissement de la décentralisation et des instruments de la démocratie participative.

D'ores et déjà, des réformes sont en cours afin de renforcer l'institution judiciaire par la formation continue des magistrats, la promotion de la transparence et de l'accès aux décisions de justice, le renforcement des organisations de la société civile garantes des droits des citoyens.

L'approfondissement de la décentralisation résultera de la mise en œuvre des recommandations des assises consacrées à cette question. Il conviendra de donner plus de responsabilité, de pouvoirs et de moyens aux collectivités régions afin d'en faire les véritables maîtres d'ouvrage du développement régional.

Enfin des réflexions sont en cours en vue de l'élaboration d'une charte du débat public permettant aux citoyens de se prononcer sur les questions de société mais aussi sur les projets et programmes qui affectent leur quotidien.

Honorables représentants des pays amis et organisations partenaires du Mali, Comme vous pouvez le constater, le plan d'action du gouvernement prend en charge les engagements souscrits par notre pays lors de la conférence du 15 mai 2013.

Tout à l'heure, mes collègues membres du gouvernement du Mali vous dresseront le bilan de ce qui a été fait pour tenir ces engagements. Ils vous diront aussi quelles sont les actions futures que nous mettrons en œuvre pour poursuivre ces objectifs.

Les défis sont immenses mais nous nous engageons à les relever car nos concitoyens nous ont cor-mis à la tâche pour ce faire.

Permettez-moi à présent de faire quelques commentaires sur les données relatives aux engagements financiers de Bruxelles.

En effet les informations dont nous disposons nous amènent à penser que sur les 2155 milliards de francs 2FA promis en mai 2013 :

. 1474 milliards ont fait l'objet d'engagements fermes à travers des accords et conventions de financement signés.

. 965 milliards de francs CF A ont déjà été décaissés dont 807 milliards en 2013 et 158 en 2014.

Nous nous félicitons de ces résultats acquis grâce aux mécanismes de dialogue et de suivi que nous avons su mettre en place avec les partenaires avec lesquels nous avons une coopération structurelle. Il reste encore beaucoup à faire du côté des amis qui ont fait des promesses bien que n'ayant pas de programme de coopération avec notre pays. Nous les exhortons à redoubler d'efforts afin de tenir leurs engagements.

Je voudrais à ce stade, donner quelques précisions quant à la destination des décaissements effectués de mai 2013 à nos jours. En effet, sur 965 milliards décaissés, 193 milliards ont été

encaissés par le Trésor Public au titre des aides budgétaires et 140 milliards ont été décaissés pour des projets inscrits au budget de l'Etat soit 333 milliards sur lesquels nos services sont comptables. Cela signifie que pour 632 milliards, soit près des deux tiers des montants décaissés, nos services n'ont pas été impliqués.

Cela, justifie encore une fois notre requête pour un partenariat basé sur la confiance en nos procédures, en l'occurrence l'utilisation, autant que faire se peut, de l'instrument« appui budgétaire».

Mesdames, messieurs,

Les objectifs visés par le Gouvernement du Mali sont très ambitieux, mais nous savons compter sur l'accompagnement continu de nos partenaires pour la mobilisation des ressources annoncées lors de la réunion de Bruxelles du 15 mai 2013..

Le Mali compte sur vous pour faciliter l'allègement des procédures de décaissement en vue de la relance rapide de ses projets de développement.

Nous vous garantissons la mise en place de mécanismes les plus adaptés pour assurer la traçabilité de la gestion de l'aide internationale.

Le Mali a réussi son retour à une vie constitutionnelle normale. Nos aspirations portent aujourd'hui sur l'instauration d'une paix définitive dans le nord de notre pays, la réconciliation des cœurs et des esprits à travers un processus de dialogue basé sur la vérité, la justice et le pardon. Nous voulons réconcilier les citoyens avec leurs institutions afin que chaque malienne et chaque malien se sente concerné par le présent et le devenir du Mali et apporte sa pierre à l'édification d'une Nation unie et solidaire dans sa diversité, une terre où il fait bon vivre pour tous, maliens comme étrangers vivant parmi nous.

Je vous remercie de votre aimable attention